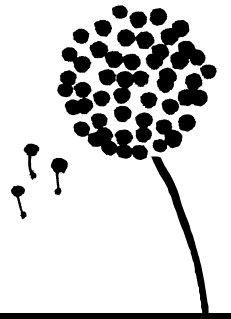


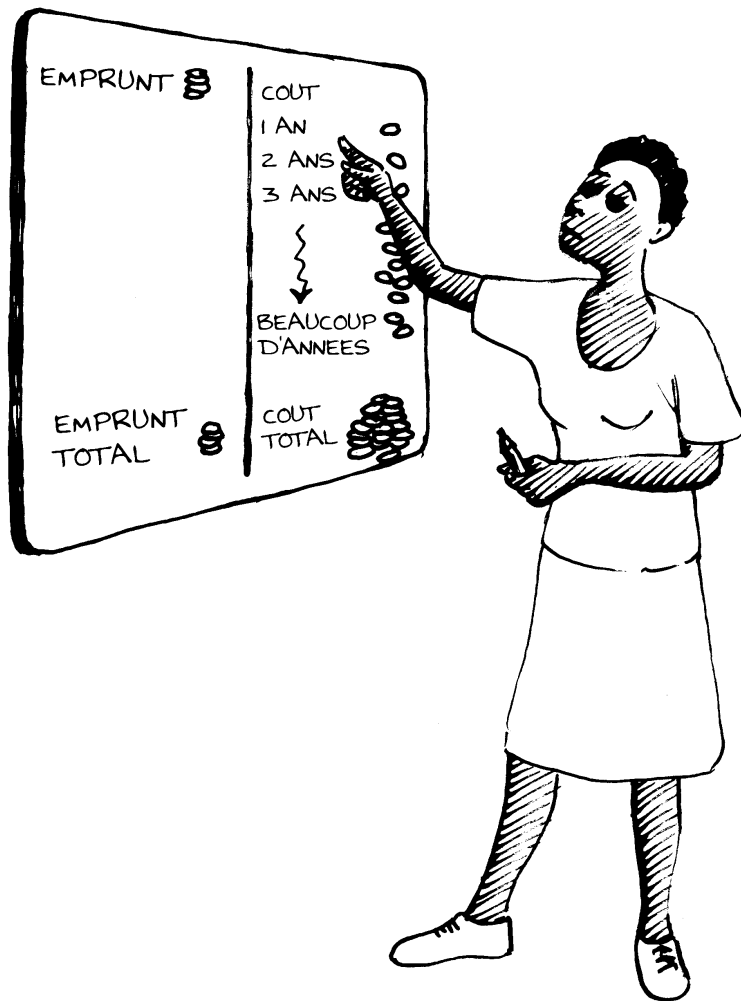
*Revitaliser les
capacités et
l'efficacité du
plaidoyer*

GUIDE DU PLAIDOYER



TEARFUND
CHRISTIAN ACTION WITH THE WORLD'S POOR

Le Plaidoyer et la Dette: un guide pratique



L'OBJECTIF DE CE GUIDE Revitaliser les capacités et l'efficacité de nos partenaires dans leurs actions de plaidoyer en faveur de l'annulation de la dette.

LA SECTION 1 explique ce que le plaidoyer signifie pour Tearfund et pourquoi la dette est considérée comme une question critique.

LA SECTION 2 donne des informations factuelles sur la crise de la dette.

LA SECTION 3 parle de la campagne Jubilé 2000.

LA SECTION 4 expose les arguments pour ou contre l'annulation de la dette.

LA SECTION 5 considère les actions de plaidoyer à mener et encourage à l'action en présentant des études de cas.

LA SECTION 6 explique comment participer au processus CSLP.

Des appendices comprennent une bibliographie et la liste des organisations ou des réseaux impliqués dans la lutte pour l'annulation de la dette.

Un glossaire donne des définitions utiles de certains mots difficiles.

Le Plaidoyer – Dossier de Travail de Tearfund forme la base de ce que nous entendons par actions de plaidoyer.

Table des Matières

SECTION 1: Tearfund, le Plaidoyer et la Dette	5
Quel est le problème réel?	6
Pourquoi devrions-nous être impliqués?	7
Quelle est la réponse de Tearfund?	7
SECTION 2: La Crise de la Dette	9
Comment a-t-elle commencé?	9
Quels sont les pays touchés par la crise?	9
Quelle est la réponse des crédateurs?	10
SECTION 3: Jubilé 2000	13
La campagne	13
SECTION 4: Dans la Pratique, Comment Mener des Actions de Plaidoyer	15
Arguments contre l'annulation de la dette	15
Arguments pour l'annulation de la dette	16
SECTION 5: Que Pouvez-vous Faire?	19
Le cycle du plaidoyer	19
Action au niveau local	20
Action au niveau national	23
Action au niveau international	24

SECTION 6: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)	27
Comment pouvez-vous vous participer au processus CSLP?	28
SECTION 7: Appendices	31
1 Les progrès du CSLP	31
2 Organisations et réseaux	31
3 Bibliographie	33
SECTION 8: Glossaire	35

AUTEURS Bryan Evans et Sheila Melot

AVEC LA COLLABORATION DE Marlene Barrett

ILLUSTRATIONS Rod Mill, Sancton Drawing Services

COPYRIGHT Les outils d'apprentissage et les études de cas de Tearfund peuvent être adaptés et reproduits à condition que ces documents soient distribués gratuitement.
Reproduction autorisée avec mention «Tearfund» et le nom des auteurs.

1 *Tearfund, le Plaidoyer et la Dette*

Le plaidoyer peut signifier plusieurs choses différentes. Pour Tearfund, il signifie «parler aux détenteurs de pouvoir pour le compte des pauvres». Les principales méthodes que nous utilisons sont les suivantes:

- les groupes de pression
- les campagnes
- attirer l'attention des médias
- revitaliser les capacités de nos partenaires à mener des actions de plaidoyer.

Les actions de plaidoyer de Tearfund visent surtout la dette pour les raisons suivantes:

- la pauvreté ne sera pas éradiquée dans le Tiers Monde tant que la question de la dette ne sera pas résolue
- la dette est liée à d'autres questions primordiales telles que le commerce, la corruption et les dépenses militaires
- lorsque les gouvernements, les ONG et les particuliers s'étaient rendu compte de l'urgence de la situation, ils ont multiplié leurs actions pour améliorer la politique internationale de la dette. Le nombre de réseaux d'ONG et de particuliers a augmenté, ce qui donne à Tearfund et à ses partenaires la possibilité d'influencer le processus à un haut niveau pour le compte des gens pauvres.

Prêter et emprunter de l'argent est depuis longtemps une activité vitale de l'économie mondiale mais, si nous étudions le modèle que Dieu nous donne dans l'Ancien Testament, nous voyons une situation différente.

Tous les hommes et toutes les femmes ont été créés à l'image de Dieu et, en tant que tels, ont une dignité que la loi essaie de maintenir. La loi a donné à chaque cellule familiale du peuple de Dieu suffisamment de ressources lui permettant de subvenir à ses besoins. Les prêts et les emprunts n'intervenaient qu'en cas de difficultés: par exemple une mauvaise récolte ou un mari mourant. Les personnes riches devaient alors prêter de l'argent à leurs voisins pauvres, mais cela signifiait que des inégalités commençaient à se produire au sein de la communauté. Les créanciers obtenaient alors plus de pouvoir. Il a donc été important, premièrement de souligner que finalement toute prospérité venait de Dieu et deuxièmement d'instaurer un règlement afin que les inégalités restent minimales. Facturer des intérêts était interdit, personne ne pouvait ôter à quiconque ses moyens d'existence pour obtenir une sécurité contre la dette et, si le débiteur ne pouvait pas effectuer ses remboursements, la dette était alors annulée. Cette dernière idée faisait partie du système d'interruptions jubilaires régulières qui donnaient la priorité aux bonnes relations et plaçaient l'activité économique à la deuxième place.

QUEL EST LE PROBLEME REEL?

Il existe 34 pays en développement qui sont accablés de dettes auxquelles ils sont incapables de faire face. 37 autres pays ne peuvent effectuer qu'un remboursement partiel de leurs dettes. Les ressources qui auraient dû être dépensées pour réduire la pauvreté ont été détournées pour amortir la dette.

Les mots soulignés sont expliqués dans le glossaire en page 35.

Une nation, comme une famille, achète les produits dont elle a besoin en utilisant ses revenus. Le revenu obtenu par les habitants d'un pays est appelé le Produit National Brut (PNB). Le gouvernement prélève une partie de ce revenu sous forme de taxes qu'il dépense pour l'éducation, la santé publique et les autres services essentiels. Selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), un budget bien équilibré d'un pays pauvre doit récolter 18% du PNB en taxes afin de couvrir ses dépenses. Cependant, de nombreux pays en voie de développement n'obtiennent pas plus de 15%. Ces pays démarrent par conséquent avec un manque et ils doivent donc mettre de côté environ 30% de taxes afin de gérer leurs dettes.

Les conséquences sont les suivantes:

- un déclin des services publics, de la santé et de l'éducation
- une augmentation dans le domaine de «l'économie informelle» car ceux qui ont été mis au chômage se tournent vers des activités telles que le commerce de rue, la récupération dans les décharges publiques ou, plus sérieusement, la culture du coca (en Bolivie et au Pérou) pour le commerce de la cocaïne
- une concentration excessive sur les revenus d'exportations: car alors que les prix des produits de base chutaient dans les années 1980, les pays en voie de développement ont de plus en plus pratiqué la culture de rapport dans l'espoir vain d'essayer de conserver leurs revenus
- la perte de la souveraineté dans les décisions économiques car la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) refusaient d'aider les pays endettés, sauf s'ils acceptaient de suivre les plans économiques qu'ils imposaient
- les biens nationaux vendus aux sociétés étrangères. Ce qui s'est parfois produit lorsque les crédettes avaient acquis des actions de sociétés au lieu du remboursement de leurs dettes. Egalement, la Banque mondiale et le FMI ont insisté sur la privatisation et les investisseurs étrangers ont acheté les industries privatisées. Les investissements étrangers peuvent apporter des bénéfices, mais ils peuvent aussi avoir de sérieux inconvénients. Par exemple: une forte compétition des propriétaires étrangers risque de conduire les firmes locales à la faillite. Le transfert des bénéfices au pays d'origine nécessitera peut-être d'utiliser le faible montant de devises étrangères.



Seulement 15% du PNB récolté en taxes...



... mais 30% de cette somme est alloué au service de la dette

POURQUOI DEVRIONS-NOUS ETRE IMPLIQUES?

Porquoi devrions-nous être impliqués dans la lutte contre l'endettement des gens pauvres?

- En tant que chrétiens, nous servons un Dieu juste qui est en colère à cause de l'injustice infligée aux pauvres.
- Dans la Bible, il est clair que la dignité de tous les êtres humains est plus importante que le renforcement rigide des revendications de dettes. Les hommes et les femmes ne doivent pas rester esclaves de la dette et perdre leur place dans la vie économique de la communauté. Les dettes non remboursées doivent être annulées, les esclaves doivent être libérés durant l'année sabbatique (la septième année) et on doit leur rendre leurs biens durant l'année jubilaire (la 50ème année).
- La pauvreté ne peut disparaître que si l'on apporte une réponse à la dette.
- Les églises ont une responsabilité particulière. Elles ont des contacts internationaux et la capacité de mobiliser et d'organiser leurs membres. Elles sont, ou devraient être, indépendantes des gouvernements.
- De même qu'il parle aux détenteurs de pouvoir pour le compte des pauvres, l'avocat est du côté des pauvres lorsqu'ils plaident pour leur propre compte. Le plaidoyer en faveur de l'annulation de la dette pourrait donc être le moyen qui aidera les pauvres à faire connaître leurs problèmes et leurs besoins aux dirigeants gouvernementaux qui décident des politiques touchant leur vie.

QUELLE EST LA REPONSE DE TEARFUND?

Les objectifs de Tearfund sont les suivants:

- sensibiliser davantage le public à la crise de la dette
- encourager les églises qui veulent lutter contre les problèmes de dettes de leurs communautés et de leur pays
- assurer, grâce au plaidoyer, qu'il y a suffisamment de fonds pour les services publics essentiels nécessaires aux pauvres (mettant fin au gâchis de ressources se produisant lors de la gestion de la dette et, si nécessaire, augmenter l'aide au développement)
- assurer que les gouvernements et autres organismes qui prêtent de l'argent d'une façon inconsidérée et irresponsable réparent le tort fait aux pauvres
- assurer que le revenu national volé par les dirigeants corrompus et détenu par des banques secrètes dans le monde développé soit retrouvé et restitué à son propriétaire.

Pour atteindre ces objectifs, les principes de Tearfund exigent:

- **la dignité** pour les nations endettées afin qu'elles puissent mener leurs propres affaires sans l'ingérence des crédateurs
- **la justice** pour que tous les gens puissent avoir accès à une éducation de base, des soins de santé adéquats, une eau potable et des installations sanitaires

- **la participation** des pauvres au processus de prises de décision concernant l'annulation de la dette et la stratégie pour la réduction de la pauvreté
- **la responsabilité** des gouvernements, des banques commerciales et des institutions financières internationales qui sont conjointement responsables de l'escalade de la dette
- **la restitution** de la dette lorsque les prêteurs des pays développés agissant négligemment ou avec une malhonnêteté délibérée ont pris part à la corruption des dirigeants du Tiers Monde, en volant les ressources nationales au détriment des pauvres.